

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



lundi 4 novembre 2019

C'est la lutte mondiale...

D'Alger à Santiago du Chili, de Port-au-Prince à Hongkong, de Beyrouth à Panama, d'un continent à l'autre on se soulève. La révolte est profonde, la détermination des millions de manifestants immense. Et les mobilisations perdurent, malgré les répressions policières et militaires. C'est que l'enjeu, à chaque fois, est fondamental : la chute de tous les systèmes en place, y compris ces prétendues démocraties qui infligent leur dictature aux pauvres. De quoi faire écho ici-même, où fermentent les mêmes colères et les mêmes aspirations.

À chaque fois, il aura fallu un événement déclencheur. Au Liban, ce sont les nouvelles taxes, dont celle de 18 centimes d'euros sur les appels Whatsapp. Au Chili, c'est l'augmentation du prix du ticket de métro de Santiago de 30 pesos (4 centimes). En Haïti, en Équateur ou au Liban, pénuries ou augmentations du prix de l'essence ont mis le feu.

Causes communes

Mais ces mouvements ne s'arrêtent pas là. Ils dénoncent un monde et des régimes de plus en plus durs pour les pauvres, les exploités. Au Liban, cela fait des années qu'on manifeste contre les coupures d'électricité ou la crise de la collecte d'ordures. En Irak, dès 2015, en pleine guerre civile, on manifestait déjà pour l'existence de services publics. Au Chili, santé et éducation sont hors de prix.

Les inégalités sont devenues insupportables. Au Chili, le pays le plus inégalitaire de l'OCDE (les pays dits « développés »), 5 familles détiennent 25 % de la richesse du pays. À l'image de ces 26 milliardaires possédant autant de richesses que la moitié de la population mondiale.

Le président chilien Piñera fait partie de ces milliardaires qui ont fait fortune pendant la dictature de Pinochet. En Algérie, on dénonce la aïssaba (le gang), au Liban, les harami (voleurs) à la tête de l'État.

À chaque fois, c'est remarquable, on constate le haut degré de conscience politique des manifestants : au Liban et en Irak, ils dénoncent le système confessionnel, qui fait que la population est mise à la remorque des notables de chaque communauté religieuse. En Algérie, notamment lors de l'énorme manifestation du 1^{er} novembre, on réclame la « nouvelle indépendance », car la

première a été confisquée par les cliques au pouvoir. Au Chili, les manifestants scandent « ce ne sont pas 30 pesos, ce sont 30 ans », s'opposant aux 30 années de politiques anti-ouvrière qui ont continué après la fin du régime militaire de Pinochet.

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Les travailleurs, par la puissance qu'ils représentent quand ils sont organisés, peuvent peser dans ces débuts de révolutions. Au Chili, le soulèvement a pris une autre dimension à partir de la grève générale et des manifestations massives : difficile alors pour le pouvoir d'affronter frontalement des millions de travailleurs qui prennent parti pour la jeunesse révoltée.

En France, nous n'en sommes pas encore à descendre par millions dans la rue. Mais le mouvement des gilets jaunes est lui aussi parti d'une étincelle (le prix du carburant) et a remis en cause la baisse du niveau de vie de la population, l'accroissement des inégalités et la petite clique arrogante au pouvoir bien à l'image de la grande bourgeoisie dont elle défend les intérêts.

Le gouvernement a poursuivi sa politique anti-ouvrière, notamment avec la réforme des retraites et cette dernière provocation de la baisse des indemnités de chômage. Mais il y a eu la surprise de cette journée de grève massive dans le métro parisien. Puis les grèves récentes à la SNCF, tout comme le mouvement au long cours dans les hôpitaux, montrent que les ferments de la colère pourraient bien gagner l'ensemble des travailleurs.

Le 5 décembre prochain, plusieurs confédérations syndicales, ainsi que les Gilets jaunes, appellent à une journée de grève contre la réforme des retraites. À nous d'en faire le point de départ d'une vaste riposte au gouvernement, d'un nouvel épisode de la lutte de classe.

Un dialogue de sourd

Depuis l'annonce de l'externalisation des services logistique et montage moteur c'est la course à la signature. Les collègues victimes de cette externalisation subissent maintenant des pressions pour signer un avenant à leur contrat. Mais personne n'a rien demandé. Si on doit rester sur le site, continuer à bosser pour PSA il n'y a aucune raison de changer d'employeur.

Pour faire avaler la couleuvre, la direction a cherché à impliquer les syndicats dans un dialogue social de sa composition : « Vous n'êtes pas d'accord ? On va le faire quand même. »

Aujourd'hui, une trentaine d'entre nous est concernée et demain ? Seule une mobilisation de l'ensemble des salariés pourra faire reculer PSA.

Les feux de l'amour (du fric)

Après avoir fait la cour à Renault il y a 4 mois, le groupe FIAT-Chrysler a décidé la semaine dernière de se marier avec PSA qui, lui-même, avait tenté de le draguer début 2019. Les sentiments des PDG de l'automobile, c'est la volonté d'augmenter encore les profits des actionnaires : qu'importent les moyens et avec qui. PSA et Fiat-Chrysler ont déjà annoncé leurs objectifs : 3,6 milliards d'économie sur le dos des salariés.

Pour les 211 000 travailleurs de PSA, les 237 000 de Fiat-Chrysler, il faudra se battre ensemble contre ces attaques et pour préserver les emplois.

Un bluff de plus.

Selon leur propagande, les directions déclarent ne pas vouloir fermer d'usine ; mais nous n'avons aucune raison de croire ces baratineurs.

La fusion avec Opel a entraîné 4 000 suppressions d'emploi chez nos collègues allemands (des cadres et et techniciens) et on en est à - 30 000 emplois en 5 ans chez nous. « Il y aura des postes en doublon », entend-on dire. C'est vrai ; on peut même dire qu'ils sont complètement parasites ... ces postes d'actionnaires.

Et bon appétit !

C'est donc un mariage franco-italien célébré aux Pays-Bas.

Les deux entreprises, par le jeu des alliances possèdent des usines et centres techniques un peu partout dans le monde. Un pays n'était pas présent sur la carte : les Pays-Bas. Il est logique d'y installer le siège n'est-ce pas ? Mais petit joueur ils n'ont pas osé le Luxembourg, pays encore plus accueillant pour les entreprises cherchant à ne pas payer d'impôt.

Aurait-on des amateurs de sandwiches néerlandais ?

Fin de grève historique à General Motors

Le 26 octobre dernier s'est terminée la plus longue grève chez GM depuis les années 70. 48 000 salariés

du groupe se sont mobilisés pendant 40 jours pour s'opposer à la fermeture de 4 sites et pour des augmentations de salaires.

La direction de GM a été contrainte de céder des augmentations générales de 3 à 4% sur 4 ans, des primes pour tous, et garantir le maintien d'un site. Si la profondeur de la grève aurait certainement permis d'obtenir bien plus, elle montre néanmoins qu'elle reste la seule perspective pour stopper la sale habitude des patrons à faire payer aux salariés la baisse des ventes.

Les cheminots montrent la voie : épisode 2

Après le « dépôt de sac » (droit de retrait) massif d'il y a deux semaines contre les trains circulant avec un seul agent à bord, ce sont les cheminots des centres de maintenance qui donnent des sueurs froides à leur direction et au gouvernement.

Depuis la semaine dernière, plus de 200 agents du technicentre de Châtillon, qui s'occupent de la maintenance des TGV Atlantique, se sont mis en grève. Ils protestaient contre une attaque visant à réduire le nombre de leurs jours de repos et à augmenter leur disponibilité pour la direction au mépris de leur vie privée : augmentation du travail de nuit, changement d'horaires 48 heures à l'avance...

Les grévistes ont reçu le soutien de leurs collègues d'autres technicentres qui ont refusé de réparer les rames en provenance de Châtillon. Ils ont procédé à des débrayages pour demander des augmentations et des embauches pour lutter contre le sous-effectif.

Face au risque de contagion, la direction a rapidement fait machine arrière en retirant toutes ses attaques. Les cheminots réclament maintenant le paiement de leurs jours de grève et le versement d'une prime de 3 000 euros.

Sous-traitance de l'horreur

Le gouvernement italien aurait sous-traité la gestion des flux migratoires à des esclavagistes libyens. C'est ce qu'ont démontré des journalistes qui ont publié des photos d'une réunion qui s'est tenue en 2017.

Y étaient présents le ministre de l'Intérieur italien, des représentants de l'Union européenne, de l'ONU et... Abd al-Rahman al-Milad, dit « Bija », un chef de clan libyen connu pour organiser le trafic d'êtres humains et pratiquer la torture dans ses prisons libyennes.

Occupés à faire de l'Europe une forteresse, l'ancien gouvernement d'extrême-droite italien comme les prétendus « progressistes » européens n'hésitent pas à s'en remettre à des dictateurs comme Kadhafi en 2008 ou Erdogan depuis 2015 pour contenir ceux qui fuient la misère et la violence. Et quand ceux-ci ne suffisent pas, les tyrans et tortionnaires locaux font apparemment l'affaire.